AOÛT 2021 · NO. 7

CONNEXION ICPA

Elise Bigley | Rédactrice

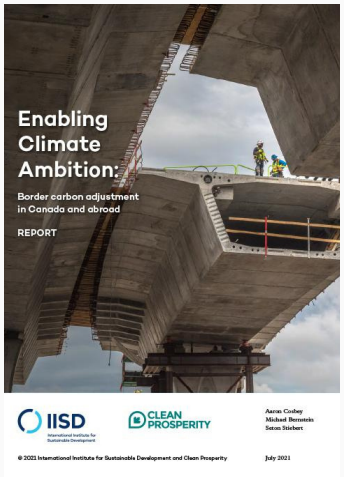
Recherche sur les politiques : à quoi ça sert?

Depuis sa création, l'ICPA a été conçu comme une entité de recherche sur les politiques. La plateforme à partir de laquelle les enjeux et les résultats obtenus de la science et de l'économie pourraient s'engager dans la recherche sur la façon dont les gouvernements pourraient ou devraient agir, et sur la façon dont nous identifions l'intérêt public, en coordination avec la communauté politique elle-même. C'est un espace unique qui est essentiel à une politique agroalimentaire éclairée et fondée sur la science.

Le commentaire complet se poursuit à la page 3

Nos lectures

Le récent rapport « ***Enabling Climate Ambition : Border carbon adjustment in Canada and abroad*** » par Aaron Cosbey, Michael Bernstein et Seton Stiebert explore l'intérêt dans les ajustements carbones à la frontière (AFC) de la part des pays, comme le Canada, qui poursuivent des politiques climatiques ambitieuses. Cet intérêt découle d'une ambition climatique croissante, mais aussi des préoccupations liées aux fuites du carbone et à la compétitivité des industries.



Avec le mandat de l'Union européenne de mettre en œuvre un système de AFC d'ici 2023 et **l'engagement du Canada**, ainsi que des États-Unis et du Royaume-Uni, d'explorer les AFC en réponse, ce document examine à quoi pourrait ressembler un AFC canadien, y compris la façon dont le Canada pourrait y répondre et coordonner avec d'autres pays.

Quoi de neuf à l'ICPA

Comprendre notre passé et notre present : Concevoir notre avenir : L'élaboration des politiques federal-provinciaux-territoriaux et l'agriculture canadienne
Rapport *Perspective* par Douglas Hedley

L'ICPA dans les nouvelles

« Alberta uses hunters to reduce deer numbers in effort to slow spread of debilitating disease »
Bill Macfarlane, CTV News Calgary

« Group calls for comprehensive strategy to control CWD »
Michael Robin, Western Producer

« More flexibility urged for next ag policy round »
Karen Briere, Western Producer

« **Understanding ag policy past and present to design a better future »**
RealAgriculture

« The risks of extreme weather are real: Just ask Canada's farmers »
Tyler McCann, Directeur principal de l'ICPA pour The Hub

Possibilités de financement à l'ICPA

Votre engagement est essentiel. Il est urgent d'intensifier nos efforts, puisque les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire peuvent fournir des solutions cruciales pour l'économie, l'environnement, la santé et la sécurité alimentaire mondiale. Toutefois, les politiques doivent impérativement être modifiées de manière créative.

L'ICPA est heureux d'annoncer qu'il organisera son tout premier concours sur les politiques agroalimentaires à l'automne 2021. L'ICPA s'engage à rechercher des idées stratégiques audacieuses et novatrices pour répondre aux besoins critiques du système agroalimentaire canadien, soit de rendre celui-ci plus résilient, qu'il produise davantage, mieux et de façon durable et rentable, en phase avec la demande croissante des consommateurs au pays et à l'international.

Dans le cadre de ce concours, nous solliciterons des idées créatives sur la façon dont les acteurs publics et privés peuvent contribuer à répondre à ce besoin. Des subventions seront octroyées pour transformer ces idées en propositions politiques concrètes.

Investir dans l'environnement

Les nouvelles technologies et les nouveaux outils changent la façon de faire des agriculteurs d'aujourd'hui. Cependant, l'adoption de nouvelles technologies ou la modification des méthodes de production alimentaire peuvent entraîner des coûts qui peuvent freiner la contribution des agriculteurs à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de la biodiversité.

Ces nouvelles technologies et pratiques peuvent avoir un effet positif sur l'environnement – à condition que les agriculteurs les adoptent.

Le projet vise à déterminer les politiques publiques et privées qui peuvent accroître rapidement l'adoption et la mise en œuvre de nouveaux outils ainsi que les pratiques qui maximisent les résultats environnementaux.

Ce projet est financé en partie par la Fondation RBC. Nous cherchons activement d'autres partenaires privés et des fondations pour lancer officiellement le projet.

Appuyer l'ICPA

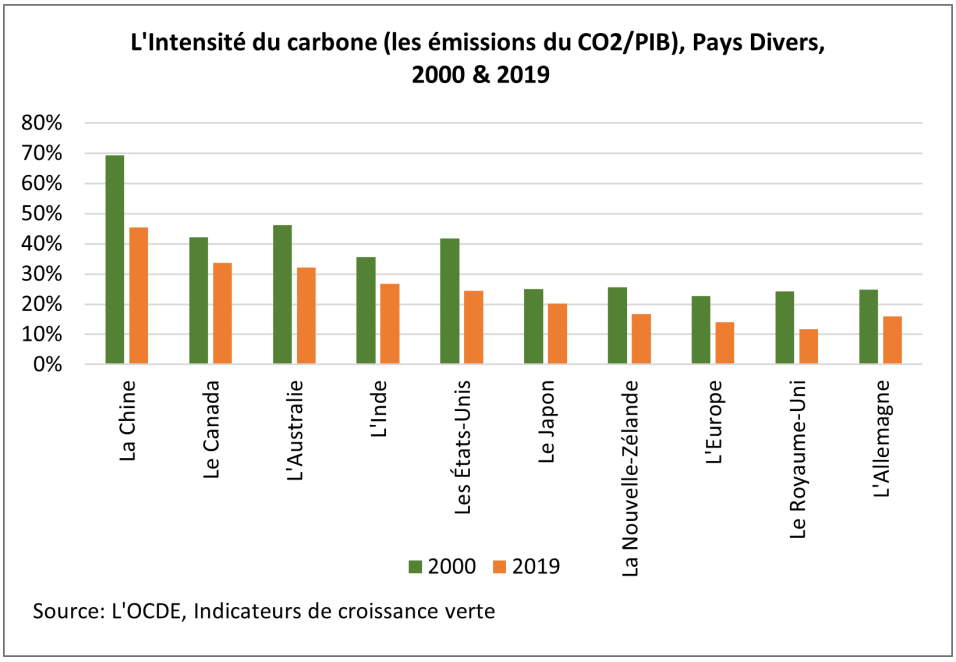
Vous pouvez faire la différence! Songez à devenir partenaire de notre travail ou à l'appuyer par l'entremise de la Fondation de l'agroalimentaire du Canada, un organisme de bienfaisance enregistré. Votre engagement est très important, car il est urgent d'intensifier nos efforts, étant donné que l'agriculture et l'agroalimentaire peuvent être des fournisseurs de solutions essentiels pour l'économie, l'environnement, la santé, l'alimentation et la sécurité mondiale. Mais, les changements créatifs aux politiques sont cruciaux. Cliquez **ici** pour en savoir plus.

L'ICPA reconnaît le soutien global de ses nombreux partenaires, en particulier celui d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Canada

Un grand graphique

Étant donné la discussion sur les ajustements carbones aux frontières qui peuvent être imposés par divers pays, y compris le Canada, les États-Unis et l'UE, afin de rendre des règles du jeu plus équitables et de prévenir les fuites de carbone, il est important de comprendre dans quelle mesure les émissions de carbone sont intégrées dans les exportations du Canada et dans quelle mesure elles sont à forte intensité carbonique par rapport à nos concurrents.



Le Canada a généralement une intensité de carbone relativement élevée, mesurée par les émissions de CO2 en pourcentage du PIB, compte tenu de son rôle de grand exportateur, de producteur de pétrole et de gaz, des longues distances à parcourir et de sa dépendance relative aux combustibles fossiles. Cependant, le Canada, comme la plupart des autres pays, a connu des réductions de l'intensité des émissions de carbone au cours des deux dernières décennies, grâce à l'adoption de technologies plus vertes et à l'amélioration de la productivité. L'intensité de carbone du Canada est passée de 42 % à 34 % du PIB de 2000 à 2019. Cependant, celui des États-Unis a diminué davantage, passant de 42 % à 24 % et celui de la Chine, de 70 % à 45 %. Pour que les secteurs agricoles et alimentaires du Canada demeurent concurrentiels, ils doivent continuer de réduire leur intensité de carbone.

Recherche sur les politiques : à quoi ça sert?

Depuis sa création, l'ICPA a été conçu comme une entité de recherche sur les politiques. La plateforme à partir de laquelle les enjeux et les résultats obtenus de la science et de l'économie pourraient s'engager dans la recherche sur la façon dont les gouvernements pourraient ou devraient agir, et sur la façon dont nous identifions l'intérêt public, en coordination avec la communauté politique elle-même. C'est un espace unique qui est essentiel à une politique agroalimentaire éclairée et fondée sur la science.

Les enjeux et les défis du secteur agroalimentaire sont habituellement définis par leur nature tangible : une nouvelle technologie, une maladie du bétail ou des plantes, un portefeuille d'effets environnementaux, un changement dans les tendances des préférences des consommateurs. À ce titre, le premier champ d'enquête en recherche agroalimentaire est axé sur le sujet - la science/la causalité/l'efficacité liée à l'enjeu - les avantages et les effets secondaires d'une nouvelle technologie; la cause et les mécanismes de propagation d'une maladie et les mécanismes potentiels de traitement/contrôle; les relations entre les pratiques agricoles et les effets environnementaux observés; le changement des facteurs qui influent sur les préférences des consommateurs. Les résultats de la recherche dans ces domaines (et dans d'autres domaines) définissent généralement la portée potentielle des solutions collectives, soit les politiques publiques, pour faire face à la situation et les lignes de conduite possibles.

Le commentaire se poursuit à la page 4

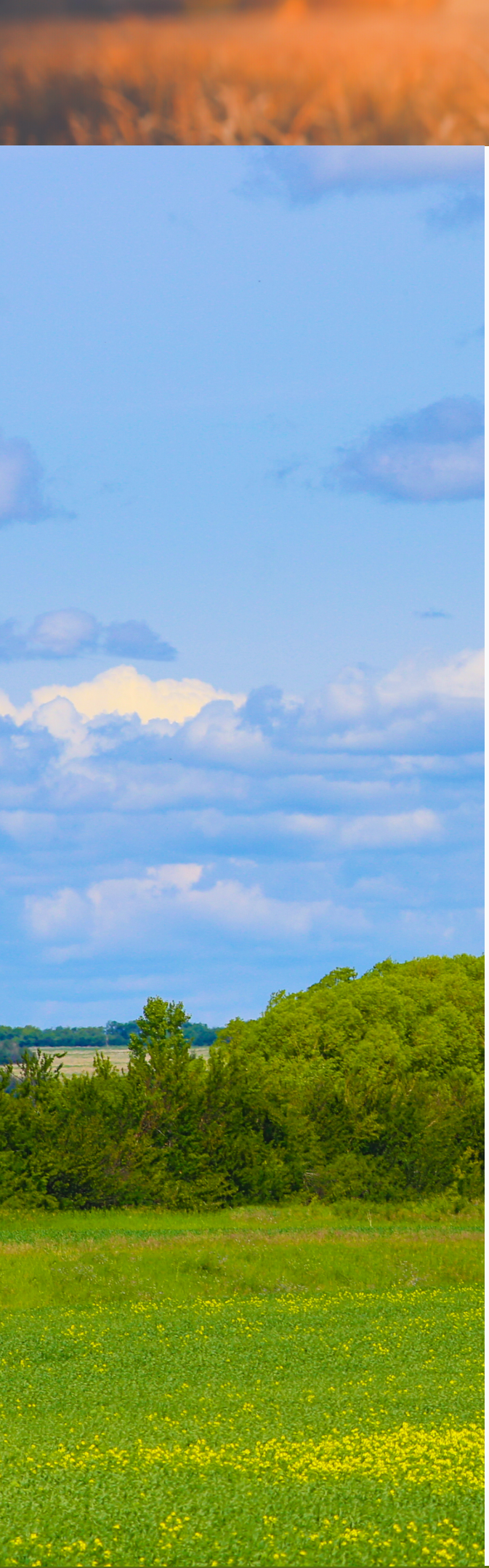
Suite de la page 3

La question doit ensuite porter sur la façon dont nous agissons collectivement dans le secteur agroalimentaire pour régler les problèmes cernés et la compréhension offerte par la recherche scientifique et l'établissement des faits. Cela suppose un ensemble différent de considérations et d'approches. Qui est touché? Comment les diverses parties sont-elles représentées et organisées - les producteurs, les produits, les régions, les intervenants de la chaîne d'approvisionnement en amont et en aval, les consommateurs, les citoyens? Quels pouvoirs sont conférés aux différents niveaux de gouvernement? De quelle façon les ministères travaillent-ils ensemble sur les dossiers partagés? Quelles sont les répercussions sur les obligations et les intérêts internationaux du Canada? Quels sont les intérêts de chacun de ces groupes - comment interagissent-ils avec les plans d'action potentiels déterminés à partir de la recherche scientifique/factuelle? Quels sont les avantages et les coûts, et qui les assume?

Si la politique définit la ligne de conduite de l'action publique, elle représente un élément du processus d'élaboration de la politique. Des facteurs comme le moment, l'histoire, les précédents, les perceptions de justice et d'équité et l'influence du public imposent des contraintes sur les formes de politiques possibles. La portée de la politique agroalimentaire s'étend dans les régions relativement plus dépendantes de l'agriculture et de l'alimentation pour le développement économique et, à ce titre, devient un élément de la politique dominante et des compromis entre les secteurs économiques plus que dans d'autres régions. L'agroalimentaire est l'un des secteurs les plus sensibles de la politique internationale, et les produits agroalimentaires sont souvent mêlés à des différends commerciaux internationaux qui n'ont rien à voir avec l'agriculture en raison de représailles commerciales.

Le secteur agroalimentaire est un sujet complexe. L'agroalimentaire est aussi très complexe sur le plan des politiques publiques. L'agriculture occupe une position unique au Canada en tant que compétence conjointe des gouvernements fédéral et provinciaux (avec l'immigration). Dans le cadre de cette enveloppe, le gouvernement fédéral subit des pressions pour offrir un traitement perçu équitable aux producteurs, aux produits de base et aux régions, même si les provinces et les territoires exercent des pressions sur les divers besoins de leurs secteurs agricoles et leurs objectifs de développement économique. Le Canada a un secteur agroalimentaire axé sur l'exportation, mais il dépend également d'importations agroalimentaires particulières et compte certains segments qui ont un intérêt plus protectionniste. L'agriculture a une vaste assise territoriale, qui a une incidence sur une variété de ressources naturelles partagées avec d'autres secteurs et volets de la société, ce qui donne lieu à des sources potentielles de conflits, mais qui contribue également de façon importante à la réalisation de vastes objectifs sociétaux. Lorsque les coûts imposés au secteur agroalimentaire canadien par les politiques et les règlements sont répercutés dans les prix plus élevés des aliments, ils retombent de façon régressive sur les ménages à faible revenu; si ces coûts ne sont pas répercutés, cela crée le risque d'un écart de compétitivité pour le secteur agroalimentaire canadien.

Le commentaire se poursuit à la page 5



Suite de la page 4

La recherche en politiques s'appuie sur la recherche spécialisée (comme la phytologie, la zootechnie, l'ingénierie, l'économie et la science de l'environnement) pour déterminer comment nous pouvons ou devrions agir collectivement pour le secteur agroalimentaire et par l'entremise de celui-ci. Comme la prise de décisions en matière de politiques est continue et ne représente pas qu'un seul événement, la meilleure recherche sur les politiques est coordonnée et continue avec les enjeux qui encadrent le processus stratégique.

Au fur et à mesure que la sensibilisation aux relations intrinsèques entre les aspects du système agroalimentaire, comme la durabilité environnementale et la sécurité alimentaire, prend de l'ampleur, le besoin de solutions largement coordonnées et collectives prend de l'ampleur. Par ailleurs, le fait de travailler ensemble à l'élaboration de solutions stratégiques suppose souvent un accent renouvelé sur les institutions qui assurent le fonctionnement des marchés libres, de la concurrence et du commerce.

Les attentes qui nous attendent dans le secteur agroalimentaire canadien sont exceptionnellement élevées, à un moment où nous faisons face à des défis qui demandent de réfléchir, notamment des conditions météorologiques de plus en plus variables, des marchés et des échanges plus volatils, la réapparition de la faim dans le monde et des défis à notre durabilité. Les résultats du Forum des grandes solutions de l'ICPA, qui visait à encourager la réflexion stratégique, une approche systémique, des partenariats public-privé et un leadership ambitieux dans l'élaboration de la future politique agroalimentaire au Canada, ont mis en évidence ces défis.

L'ICPA se réjouit à l'idée de jouer un rôle renforcé et de redoubler d'efforts dans la recherche de pointe sur la façon dont nous nous réunissons en tant qu'individus, secteurs et gouvernements, pour exploiter l'information et les connaissances générées par la politique agroalimentaire afin de relever ces défis.

Al Mussell, Coordinateur de recherche